

# lycées

## on purge

□ Depuis la rentrée, un ex-élève d'Henri IV, Richard Lerville, cherche en vain un lycée dans lequel il pourrait faire sa terminale et passer son bac. Ce scandale illustre particulièrement la politique de l'administration des lycées vis-à-vis des militants politiques.

Pendant l'Affaire Guiot, Lerville prend à partie un professeur du syndicat autonome qui lacrait une affiche. Le ton monte, mais l'injure suprême restera « voyou », que le professeur lance à l'élève, et que celui-ci lui renvoie.

Les choses auraient pu en rester là : c'était compter sans l'hystérie anti-gauchiste qui sévit actuellement dans les lycées.

Au Conseil de classe de fin d'année, le même professeur demande que Lerville soit vidé du lycée, parce que c'est un « agitateur » et qu'il l'a « insulté ».

Le proviseur surenchérit, et notre camarade n'est ni admis dans la classe supérieure, ni admis à redoubler à Henri IV.

La riposte des lycéens ne se fait pas attendre : une pétition est signée par la **totalité** de la classe de Lerville et par ses professeurs.

C'est alors que le proviseur convoque les parents de notre camarade, et leur propose ce marché : on fera le Conseil de Classe (qui en plus s'était tenu irrégulièrement, deux professeurs étant absents), Lerville sera admis en terminale et en échange les parents s'engagent à ne pas remettre leur fils dans le lycée.

Preuve éclatante - une fois de plus - de la complicité famille/administration pour rétablir l'ordre moral dans les lycées.

Lerville cherche alors un nouveau lycée : le proviseur de Voltaire prend l'engagement de l'accueillir dans son lycée, mais lui conseille de retourner voir à Henri IV... cette mesure lui paraissant illégale!!!

Notre camarade retourne donc à Henri IV : rien à faire, on en veut pas. Il retourne à Voltaire : on n'en veut plus ! Le proviseur de Voltaire, ayant appris que notre camarade était militant politique, est revenu sans vergogne sur son engagement.

Et c'est ainsi que depuis 15 jours notre camarade va de Henri IV à Voltaire, de Voltaire à Sèvres. Les proviseurs des lycées s'amuse à se renvoyer la balle pendant que notre camarade n'est inscrit nulle part !

Tout ce que nous dénonçons dans les lycées se trouve contenu dans cette affaire : exclusion arbitraire, pressions de l'Administration sur la famille, administration violant sa propre légalité pour se débarrasser d'un militant gêneur, etc...

C'est pour cela que les lycéens de la Ligue Communiste décident de donner le maximum d'écho à ce scandale, et d'engager une campagne pour la réintégration de Lerville à Henri IV.

Cette campagne permettra d'expliquer aux lycéens le sens réel des purges de l'année dernière, la politique du pouvoir dans les lycées, et la riposte nécessaire à ses manoeuvres.

Nous nous battons pour que cette campagne soit la plus large possible et proposons de la mener en commun avec toutes les organisations du mouvement lycéen.

Déjà, plusieurs actions ont eu lieu, sur les lycées du Quartier Latin : pétition signée massivement et meeting devant 300 lycéens à Henri IV, distribution de tracts et prises de parole à Montaigne, Rodin, Buffon, etc...

- Réintégration de Lerville !
- Halte aux purges dans les lycées !
- L'ordre moral ne passera pas !

Michel BEAUCHAMP

## les militants s'organisent

□ La question des structures à mettre en place pour que la campagne sur les exclusions connaisse un réel caractère de masse nous appelle à redonner assez brièvement les grandes lignes de notre orientation dans les lycées.

Les raisons de l'échec des CAL après Mai 68 et des Comités de Lutte après Guiot, ne sont pas conjoncturelles, mais fondamentales : deux fois l'illusion de structurer de façon permanente et nationale un mouvement uniquement lycéen a échoué.

### UN PROJET SYNDICAL LYCEEN ?

L'analyse du milieu lycéen éclaire cette impossibilité d'un mouvement national lycéen permanent : le milieu lycéen a comme caractéristique fondamentale, son **hétérogénéité**. Le lycée n'est qu'un lieu de passage, d'où les lycéens partiront vers les horizons les plus divers.

D'autre part, les préoccupations matérielles et corporatives ont beaucoup moins d'écho que dans le milieu étudiant, l'entrée dans la vie active étant plus éloignée.

Pour ces deux raisons, les tentatives syndicalistes de l'UNCAL ou de l'AMR sont appelées à piétiner, puis à sombrer. Car, qui dit syndicat dit intérêts communs à défendre. Quels sont les « intérêts » des lycéens ? Plus de tables et plus de profs ? Sans remettre en cause le contenu de l'enseignement ? Ce n'est pas très sérieux, pour qui se prétend marxiste...

### LES ELECTIONS

La question des structures syndicales amène à poser le problème des élections aux Conseils d'Administration. **Il est hors de question que les lycéens révolutionnaires participent aux conseils d'administration, jetés en pâture aux lycéens après Mai 68, « pour les calmer ».** Et, de ce point de vue, nous sommes en droit de demander des comptes à la JC ou à l'UNCAL. En effet, si participer aux Conseils n'équivalait qu'à voter le budget du lycée, ce ne serait qu'une façon de plus à ces organisations de nous montrer leur réformisme. Mais à l'heure actuelle participer aux Conseils, c'est par sa présence, **cautionner toutes les mesures de répression que l'administration prend à l'égard des militants politiques.** Cette attitude est réellement d'une grande gravité, à moins que l'UNCAL n'ajoute dans ses statuts qu'elle lutte - elle aussi - pour débarrasser les lycées de la « pègre gauchiste » !

Le boycott des conseils d'administration doit-il être un boycott de toutes les élections ? Ce n'est pas évident ; dans certains cas, les élections de délégués des élèves (qui ne sont pas les élections au CA) ont certains avantages :

- d'une part, un contact réel entre le délégué et sa classe, point primordial pour le militant lycéen qui a trop souvent tendance à oublier que sa classe reste la **cellule de base** de son intervention.

- d'autre part, les délégués ont parfois le droit de réunir officiellement des Assemblées générales d'élèves ou de délégués, possèdent quelquefois les rapports des Conseils d'Administration - lecture instructive ! -, bref, toute une facilité d'apparition et d'organisation dont nous serions bien inconscients de ne pas profiter ! Cela dépend évidemment, des lycées et de leur règlement intérieur...

- enfin et ceci est très important, le délégué assiste au Conseil de classe. Alors qu'un fasciste y soutiendra toute mesure répressive de l'administration, un délégué « rouge » peut s'y opposer et lancer la riposte.

### LES STRUCTURES POLITIQUES

Si nous sommes convaincus - et l'histoire le prouve ! - que tout « mouvement national lycéen » en tant que tel est condamné à périr rapidement, il n'en résulte pas - au contraire - un vide absolu de structures politiques dans les lycées.

Partout où cela est possible, les militants de la Ligue Communiste créent un Cercle Rouge : structure large des sympathisants de la Ligue, qui souvent se crée pour organiser la vente et la diffusion de **Rouge**. Puis l'évolution du cercle se fait par la formation politique de ses membres, en liaison avec la cellule de la Ligue et leur participation aux campagnes de l'organisation.

Un premier stade est franchi quand l'animation du cercle ne revient plus seulement aux militants de la Ligue, mais que les membres du Comité prennent en charge eux-mêmes l'organisation et l'animation du comité.

Un second stade est franchi quand le Comité est assez fort politiquement pour sortir régulièrement une feuille ou un bulletin de cercle. C'est la première expression du travail de politisation du lycée.

Au troisième stade, le cercle par ses activités conquiert l'hégémonie politique sur le lycée, ponctue la vie du lycée par des feuilles, des cercles ouverts, des meetings, des campagnes...

Le cercle rouge remplit donc la double tâche d'éduquer politiquement ses militants (analyse de la presse, exposés, rapports) et d'animer la vie politique du lycée.

Cela ne veut pas dire que toute activité politique passe par le cercle rouge. La campagne sur les soldats emprisonnés, l'affaire Guiot, la campagne Vietnam de novembre prochain... autant de campagnes menées par des comités « ad hoc », conjoncturels : Comités de lutte pour Guiot, Comité pour la défense des soldats emprisonnés, etc...

C'est sur cette base rapidement rappelée ici, que les lycéens de la Ligue Communiste vont amorcer la campagne pour la réintégration de Lerville, et vont discuter avec les autres groupes politiques des modalités d'action et d'organisation à donner à cette campagne.

Michel BEAUCHAMP

### dernière minute

**4 ANS APRES L'ASSASSINAT DU CHE, SUCCES DU PREMIER CERCLE « CHE GUEVARA ».**

250 lycéens ont assisté, à l'appel du secteur lycéen de la Ligue Communiste et des comités rouges, jeudi 8 octobre au Studio Action, au premier cercle central bimensuel sur Paris pour l'année 71-72.

## kuron et modzelewski ski libérés !

□ Les auteurs de la « Lettre ouverte au Parti Ouvrier Unifié Polonais » viennent de sortir des geôles de la bureaucratie polonaise. Jacek Kuron fut libéré le premier, le 17 septembre 1971, Karol Modzelewski quelques jours plus tard...

Actifs déjà lors de l'Octobre Polonais, ils animèrent tous deux au début des années 60 un club de discussion et de réflexion politique à l'Université de Varsovie. En octobre 1964, ils déposent au siège du Conseil Universitaire du ZMS (Union de la Jeunesse Socialiste) leur fameuse « Lettre Ouverte ». Emprisonnés le 19 mars 1965, exclus le même jour du Parti, ils sont condamnés respectivement à 3 ans et 3 ans et demi de prison.

Modzelewski et Kuron sont à nouveau arrêtés le 8 mars 1968, date qui marque le début des manifestations étudiantes du « mouvement de mars ». On les accuse d'avoir préparé les manifestations et dirigé une organisation secrète qui devait les provoquer. L'enquête fut définitivement close en septembre 1968. Lors du procès qui se déroula à huis clos en présence des familles, de journalistes sélectionnés et de fonctionnaires de la Sécurité, ils furent condamnés à 3 ans et demi de prison.

Pour notre part, nous n'avons jamais cessé de lutter pour les deux militants communistes polonais. En publiant leur document en France, aux USA, en Allemagne, au Japon et ailleurs, en manifestant devant l'ambassade de Pologne notre indignation contre la répression anti-étudiante de mars 68, nous nous sommes toujours mobilisés pour la libération de Kuron et Modzelewski, pour la libération de tous les militants communistes emprisonnés dans les « démocraties populaires ».

E.P.



Modzelewski

Kuron

## repression au pérou appel de hugo blanco

□ Notre camarade Hugo Blanco a été déporté de son propre pays, le Pérou, par le régime militaire du général Velasco. Par cette mesure, par la répression qui aujourd'hui frappe les enseignants péruviens en lutte, ce régime dévoile aux yeux de tous sa véritable nature qu'une politique démagogique tentait jusqu'alors de masquer...

Ceux qui, jusqu'alors, se laissaient prendre à ses déclarations soi-disant anti-impérialistes, à ses professions de foi progressistes, sinon révolutionnaires, en